Résolution présentée par la délégation de la

République de Côte d'Ivoire

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Les Femmes, Nos Enfants, Nos *Actions*

L'Assemblée Générale,

Sidérée d'apprendre que, selon un rapport de l'UNICEF, plus de 200 millions de femmes dans le monde sont encore victimes de mutilations génitales féminines (MGF), telles que l'excision ou la clitoridectomie, risquant de mettre en péril leur santé et leur vie à travers diverses infections, hémorragies, problèmes d'accouchement et bien plus,

Rappelant l'article vingt-cinq de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, stipulant que toute personne a le droit d'avoir son bien-être et sa santé assuré, celui-ci définit par l'OMS comme étant un "*état de complet bien-être physique, mental et socia*l", et que les MGF sont déjà reconnues internationalement comme une violation des droits des jeunes filles et femmes,

Alarmée par les 31 pays dans lesquels cette pratique est encore recensée, où plus 68 millions de filles âgées de moins de 15 ans risquent de subir encore de telle pratiques avant 2030, en comptant des pays comme la Somalie, l'Egypte ou le Soudan, ou plus de trois femmes et filles sur quatres ont subi des MGF et cependant sans compter l'existence de pays tel que le nôtre, qui voit son taux persister à 37% de MGF malgré les nombreux efforts des diverses organisations

Félicitant tout pays et organismes ayant entrepris les démarches nécessaires à l'abolition de cette pratique sur le plan médical et social, amenant à un déclin des MGF à travers le globe,

Décide de ratifier un traité en parallèle aux actions hospitalières de l'OMS engageant les pays à;

- interdire à chaque individus ou institutions dans le monde d'infliger des MGF aux femmes, tout comme accentuer les mesures prises à l'encontre de ceux-ci pour les pays où l'interdiction est d'ores et déjà préexistante;

- accompagner ces pays en transition en instaurant des services de soins, d'accueil, de sensibilisation et d'éducation sur le sujet, tout comme un accompagnement social anonyme et gratuit si nécessaire

Le texte français fait foi